

COMMUNIQUÉ

Fribourg, le 30 octobre 2024

L'activité ralentit toujours dans les entreprises fribourgeoises Perspectives compliquées pour l'industrie

La baisse de tonus de l'économie fribourgeoise se confirme en cet automne 2024. La marche des affaires se tasse par rapport à une année 2023 déjà en retrait et les perspectives laissent augurer une poursuite de la cette tendance au cours des prochains trimestre, tout particulièrement dans l'industrie. La rentabilité s'inscrit dans le même sillage avec plus d'une entreprise sur cinq affirmant que sa marge d'autofinancement est «médiocre à mauvaise». Les investissements se retrouvent logiquement sous pression. Côté effectifs, 2024 reste une année solide en matière de recrutement, mais 2025 devrait marquer une détente.

Cette analyse se base sur les réponses de 473 entreprises membres de la CCIF, employant quelque 25'400 personnes, interrogées entre le 26 août et le 4 octobre 2024. Cet échantillon représente un emploi privé sur quatre dans le canton et un sur trois pour les secteurs de l'industrie et de la construction.

Déjà perceptible au printemps dernier, le ralentissement s'explique essentiellement par un contexte conjoncturel international morose, affaibli par la persistance de guerres, en particulier en Ukraine et au Moyen-Orient. Si l'économie américaine demeure solide, les marchés européens importants que sont l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France sont en récession pour la première et stagnants pour les deux autres pays. Autre débouché important, la Chine reste atone, sans grandes perspectives à court terme. La force du franc par rapport à l'euro et au dollar continue en outre de peser sur les entreprises actives à l'exportation.

Alors que 51% des sociétés qualifiaient leur marche des affaires de «bonne à excellente» il y a un an, cette part est tombée à 42% cette année. Les enquêtes précédentes faisaient systématiquement ressortir que plus d'une entreprise sur deux jugeait son activité positive, à l'exception de 2020, marquée par la pandémie de covid. Cette année marque donc un tournant sur ce point. A noter toutefois que la marche des affaires reste globalement légèrement ascendante puisque «seulement» 15% des sondés la jugent médiocre à mauvaise (42% la qualifient de «satisfaisante».

Perspective sans équivoque

Les clignotants orange sont de mise pour les prochains mois. La part des entreprises misant sur une marche des affaires positive jusqu'à la fin du 1^{er} trimestre 2025 régresse à 40%, puis à 34% pour les attentes au-delà de six mois. Si l'on considère le seul secteur secondaire, seules 34% des entreprises font actuellement état d'une marche actuelle des affaires bonne à excellente, un taux qui baisse à 29% pour les attentes à six mois, puis à 23% pour le plus long terme. Si ces projections se confirment, l'industrie se dirige donc vers une stagnation globale dans les prochains trimestres. L'ensemble du secteur des services va en revanche mieux résister, mais en décélérant aussi.

Sur le plan de la rentabilité, la situation se dégrade également avec 22% d'entreprises déclarant que la marge d'autofinancement est «médiocre à mauvaise». C'est la première fois depuis 2020 que ce taux dépasse les 20%.

Dans les grandes entreprises (plus de 100 personnes), la part des entreprises faisant état d'une mauvaise rentabilité atteint même 31%.

Les projets d'investissements ressortent eux aussi moins élevés que ces dernières années. Les entreprises de l'industrie et de la construction ne sont que 60% à prévoir des investissements en 2025, un niveau inférieur à celui de 2020, s'il se confirme. Avec 32% de sociétés ayant budgété des investissements, les services seront également sur la retenue.

L'emploi moins dynamique

Après plusieurs exercices marqués par des accroissements des effectifs chez une bonne partie des membres de la CCIF, les recrutements devraient retrouver un rythme moins soutenu l'an prochain. La part des entreprises indiquant prévoir d'augmenter leurs effectifs se monte à 19%, contre 9% qui entendent réduire la voilure, et 71% maintenir les équipes stables. La pénurie de personnel qualifié devrait donc s'atténuer quelque peu au cours des prochains trimestres. Côté salaires, les entreprises fribourgeoises octroieront en moyenne des hausses de 1,5%, soit 1,2% dans l'industrie et la construction, et 1,8% dans les services.

Commerce extérieur et accords Suisse-UE

Un chapitre de l'enquête conjoncturelle d'automne de la CCIF portait sur l'apport des accords bilatéraux conclus, ou en négociation, entre la Suisse et l'Union européenne (UE) ainsi que sur le commerce extérieur. Les membres de la CCIF sont 39% à estimer que les accords bilatéraux en vigueur ont déployé des effets positifs, 55% estiment que ces traités n'ont pas eu de conséquence et 6% les jugent négativement. Dans les entreprises occupant plus de 100 personnes, le taux de sociétés faisant état d'un bilan positif se monte à 60%.

Concernant les Bilatérales III, en cours de négociation, trois thématiques émergent comme prioritaires en vue de nouveaux accords ou de renouvellements d'accords existants: la recherche et la formation (66% des entreprises les citent), la libre circulation des personnes (63%) et l'électricité (57%). Viennent ensuite la sécurité alimentaire (30%), les transports (30%) et la reconnaissance mutuelle des réglementations (28%).

Deux tiers des membres de la CCIF estiment que les Bilatérales III auront un impact positif sur l'essor économique du pays, en garantissant un meilleur accès au marché de l'UE et en renforçant les coopérations. Les retombées attendues de ces futurs traités sur la marche des affaires de chacune des sociétés diffèrent en revanche selon la taille des sociétés répondantes: 27% des petites entreprises pensent que les Bilatérales III seront positives pour elles alors que ce taux grimpe à 62% dans les grandes entités. La part des sondés craignant des retombées négatives n'est que de 4%. A ce stade, 43% des entreprises disent soutenir les Bilatérales III, 50% déclarant «ne pas savoir». L'opinion est donc en cours de formation sur ce sujet.

Sur les relations commerciales avec des partenaires hors de l'UE, 72% des membres se disent favorables à un renforcement. Les Etats-Unis arrivent en tête des marchés à aborder (58% de toutes les entreprises les citent et même 77% dans l'industrie), devant la Chine (43%) et l'Inde (40%). Le reste de l'Asie suit au 4^e rang (29%). Lors de la signature de nouveaux accords de libre-échange, les membres de la CCIF souhaitent prioritairement des facilitations administratives (72%), devant la protection contre le dumping social et environnemental (44%), la baisse des droits de douanes (43%) et la protection de la propriété intellectuelle (40%).

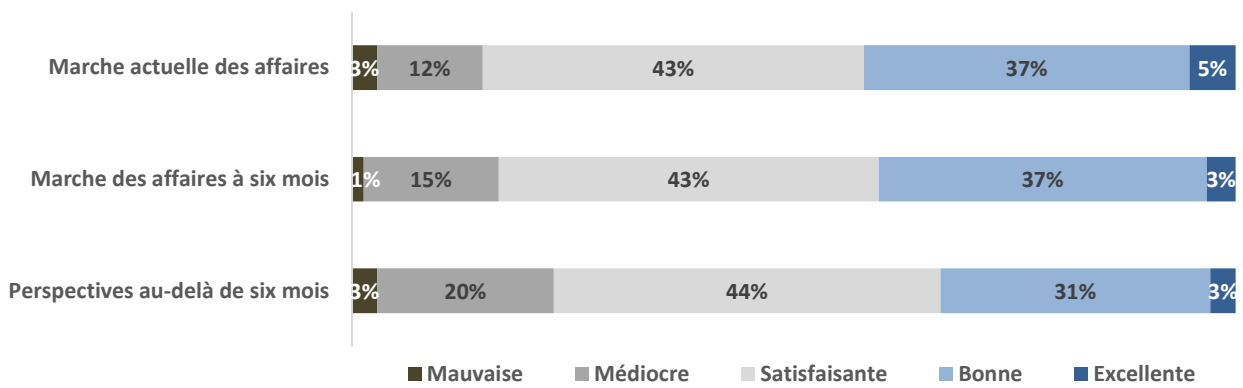
Contacts

Christophe Emmenegger | directeur | 079 848 96 03

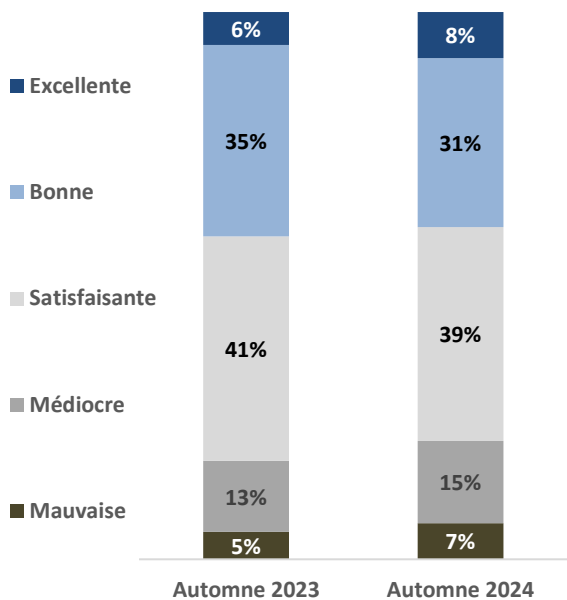
Philippe Gummy | directeur adjoint | 078 739 53 83



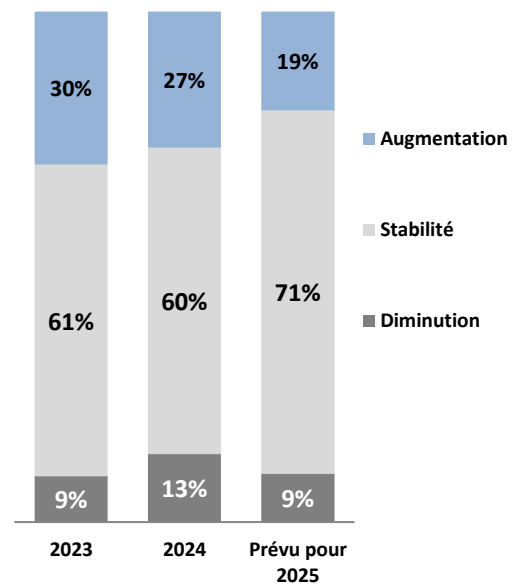
Le ralentissement va se poursuivre dans les entreprises fribourgeoises



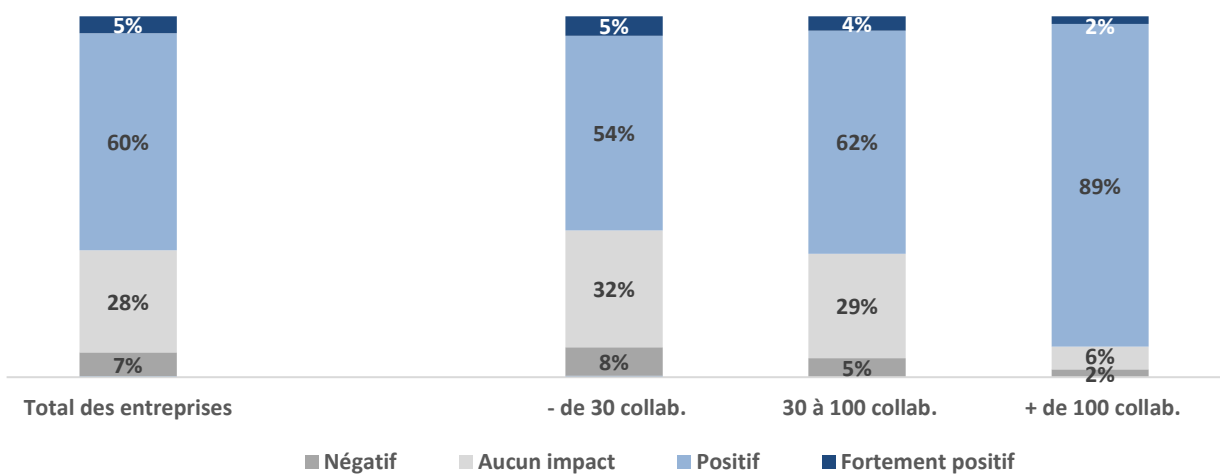
Marge d'autofinancement



Emploi - évolution



Bilatérales III: attentes des entreprises sur l'essor économique de la Suisse



Source: CCIF. Les pourcentages totaux peuvent être légèrement inférieurs ou supérieurs à 100% en raison des arrondis.

